

LE POINT SUR...

Des luttes aux urnes, stratégies et échéances...

Notre mouvement a tenu une Assemblée générale le 19 septembre à Saint-Junien sous la présidence de Pierre Allard. A l'ordre du jour, la situation politique en France et dans le monde et, dans la perspective des élections régionales de 2010 : quels contenus, quelles perspectives ?

Une large et franche discussion a suivi le rapport présenté par Patrick Charles. L'AG s'est achevée par l'adoption à l'unanimité de la résolution suivante :

- ADS s'impliquera totalement dans les actions décidées par les salariés, en particulier la journée d'action citoyenne contre la privatisation de la Poste le 3 octobre, la journée intersyndicale d'action du 7 octobre, la journée pour les retraités le 16 octobre et la manifestation nationale unitaire pour les droits des femmes le 17 octobre;
- ADS participera aux «ateliers thématiques» proposés par le PCF aux différentes composantes du front de Gauche et à tous les progressistes, afin d'y débattre en particulier de propositions structurantes pour une alternative aux politiques libérales ;
- Le collectif d'ADS est mandaté pour rencontrer chacune des formations de gauche, sans exclusive, afin d'étudier les voies et moyens pour se rassembler et battre la droite. En tant que Président d'ADS, Marcel Rigout s'est donc adressé par courrier aux différentes formations. Nous avons rencontré le MRC le 28 septembre, le PG le 20 octobre, les Verts le 21 octobre, le PS le 22 octobre, le PCF le 28 octobre et le NPA le 3 novembre. Une AG extraordinaire d'ADS est convoquée pour le 9 novembre.

AU SOMMAIRE

- L'AG d'ADS du 19 septembre
- Déclaration commune des trois formations du Front de Gauche (PC, PG et Gauche Unitaire du 23 septembre
- Déclaration unitaire FASE, GU, Alternatifs, NPA, PCF, PCOF, PG du 28 septembre
- "L'offre politique nationale" du PCF du 25 octobre et celle du Front de Gauche du 28 novembre.

Le rapport de Patrick Charles

Dans une première partie de son rapport, Patrick Charles plante le décor social et politique : le chômage en hausse, le travail dominical, les retraites, la situation de l'agriculture, les craintes de privatisation de la Poste, la réforme à la hussarde des collectivités locales, les difficultés de la rentrée scolaire avec pour toile de fond les suppressions massives de postes d'enseignants.

Ne pas céder à l'abattement

Difficile de faire preuve d'optimisme dans un tel contexte "mais il ne s'agit pas de céder à l'abattement. Alors que la droite élargit son rassemblement, il est temps pour la gauche de siffler la fin de partie des divisions, des spéculations et des alliances contre nature, du jeu de massacre de ses personnalités, du «bal des ego» et des projets fumeux."

Priorité au rassemblement

L'heure est "à la mobilisation de la gauche et des progressistes dans les luttes, autour d'un projet de transformations profondes, réelles qui réponde aux défis de l'heure.

Ce projet de gauche est à bâtir. Mettons-

nous au travail pour 2010, pour 2012, pour mettre la droite en échec dès aujourd'hui au quotidien !

La riposte syndicale s'organise, la riposte politique aussi. Nous devons nous impliquer totalement dans ces actions. Priorité au projet, priorité au rassemblement."

L'échéance des régionales

Les élections régionales seront une prochaine étape "dans un contexte de mobilisation de la droite qui affiche des ambitions de reconquête et qui dans cette perspective et pour les présidentielles de 2012 élargit encore son rassemblement aux partisans de de Villiers et du CPNT. Quelques éléments de la problématique de cette échéance :

- nous avons toujours été associé à l'exécutif régional même si, en 1992, nous nous étions imposés de haute lutte avec une liste autonome ADS dont l'impact avait été déterminant pour conserver la Région à gauche ;

- notre participation à l'exécutif du département depuis notre création et notre association à la direction de très nombreuses communes dans le cadre de listes d'union de la gauche avec le Parti

Socialiste ;

- nous avons deux élus sortants : Michel Fourgeaud et Jacqueline Lhomme-Léoment ;

- dans un article du Populaire du 5 septembre, Jean-Paul Denanot, président sortant et candidat à sa succession esquisse le contour politique du rassemblement qu'il entend conduire en 2010, incluant le PCF et ADS et écartant le MODEM ;

- tout l'été la question de l'union à gauche et de la perspective pour 2012 a été au cœur des réflexions des universités d'été des diverses formations ;

- depuis la mise en place du quinquennat, notre pays pour un peu se trouve en campagne présidentielle permanente."

Pour Patrick Charles, "la question de l'union est fondamentale, indispensable, incontournable. Notre vision de l'union à gauche est très large, elle inclut le PS, les écologistes de gauche, tous les progressistes dès lors que l'on s'accorde sur des valeurs, sur un contenu politique, sur un programme. Bien sûr, nous nous sommes régulièrement heurtés à l'hégémonie socialiste. L'union reste un combat mais nous ne devons à mon sens ni dédouaner

le PS quand il faillit, ni le diaboliser. La droite et la gauche, ce n'est pas la même chose et nous devons nous garder encore de l'illusion et des fausses solutions. Les «y-a qu'à» et les «faut qu'on» ne font pas une bonne politique et il n'est sans doute pas absurde de penser que l'avenir sera plus fait de petits pas que de grands soirs."

Quelques grands faits en 2009

2009 aura été une année très riche sur le plan politique marquée par la création de la Fédération pour une alternative sociale et Ecologique à laquelle ADS a participé ainsi que par le lancement de deux nouveaux partis, le NPA d'Olivier Besancenot et le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Autre fait majeur, l'émergence du Front de Gauche constitué pour les élections européennes par l'association du PCF, du PG, de la Gauche Unitaire issue du NPA auquel ADS s'est associée dans la circonscription Centre Massif Central avec Patrick Charke en 2^e position sur la liste conduite par Marie-France Beauvils. "Sans revenir sur le détail des résultats marqués par une très forte abstention, je rappelle que la droite a tiré les marrons du feu avec près de 28 % des voix ainsi que les écologistes alors que le PS enregistrait un recul de -12.5 % au national et de 17 % en Haute-Vienne - un message politique particulièrement clair entendu semble-t-il, amenant le PS à réaffirmer un positionnement à gauche."

Pour le Front de Gauche, "un score tout à fait honorable et intéressant, lui permettant d'obtenir cinq élus et de devancer le NPA déjouant de nombreux pronostics. En région Massif Central - Centre, une grande satisfaction -le 2^e meilleur score du FG quasiment à égalité avec Jean-Luc Mélenchon dans le sud-ouest et un bon score en Limousin et en Haute-Vienne au-delà des 10 %."

Les choix

Les régionales à l'évidence ne sont pas les européennes : "Qu'allons-nous faire, comment allons-nous aborder ces régionales ? On peut considérer que deux logiques sont en balance dont nous devons examiner bien au fond les tenants et les aboutissants :

- poursuivre avec des listes autonomes «Front de Gauche» et fusionner au second tour. On a vu au cours de la campagne des européennes que le Front de Gauche suscitait un espoir certain, que de nombreux amis souhaitaient le voir aller plus loin, s'inscrire durablement dans le paysage politique. Poursuivre le Front de Gauche avec qui ?

- trouver un accord dès le 1^{er} tour avec le PS

Peut-être au bout du compte, y aura-t-il des alliances variables selon les régions." A propos du PG : "Conforté par le score de Jean-Luc Mélenchon, il est très offensif en faveur de listes autonomes FG -il n'a rien ou peu à perdre-. Autre difficulté, Mélenchon et ses amis souhaitent pour la plupart en découler avec un parti, le PS, qu'ils ont quitté souvent dans la douleur. Le PG a multiplié les contacts avec NPA,

avec les alternatifs, avec la Fédération. Le PG propose un «contrat» «régionales, présidentielles, législatives». Pourquoi l'accepterait-on alors que l'on a refusé voici quelques mois la proposition de Besancenot «européennes - régionales». On voit bien se profiler aussi la difficulté comme en 2009 d'un éventuel candidat unique de la gauche ou de la gauche de la gauche aux Présidentielles."

Côté PS, à propos des primaires, s'il veut organiser des primaires pour désigner le candidat du PS libre à lui. Il ne me semble pas souhaitable d'aller au-delà. La défaite aux européennes a été rude, elle a entraîné une réorientation plus affirmée à gauche, pour autant les vieux démons demeurent vivaces."

Notre participation à la liste du Front de Gauche aux Européennes a été "positive avec des résultats régionaux très intéressants. En particulier ces résultats ont marqué le plus fort différentiel positif par rapport aux scores du PCF de 2004, ce qui peut témoigner de l'impact de notre présence. Le pari était risqué, il a plutôt été réussi et a contribué à nous faire connaître bien au-delà de la Haute-Vienne et du Limousin. C'est un élément positif au moment d'aborder des discussions politiques avec nos partenaires du PS même si on le sait ils sont durs en affaire et peu enclin à nous faire des cadeaux. En tout état de cause, l'épisode nous a plus conforté qu'affaibli."

Autre élément à prendre en considération dans la réflexion : le projet de réforme des collectivités territoriales voulu par Nicolas Sarkozy. L'objectif, "c'est la reprise en main, une maîtrise accrue, une affirmation de reconquête politique dès 2010. Cette réforme est un mauvais coup pour la démocratie. Et sur ce sujet, comme sur d'autres, il convient d'organiser la résistance. Ce contexte particulier de la réforme des collectivités est un élément important qui fait du mandat à venir un mandat de transition mais aussi un mandat de lutte face à la volonté gouvernementale."

Dernier élément, la LGV Limoges-Poitiers : "Depuis le lancement des études de tracé du barreau Limoges-Poitiers, le camp des opposants est monté en puissance. Nul plus que nous ne s'est battu pour l'aménagement Nord-Sud, c'est-à-dire Paris Orléans Limoges Toulouse. Des choix précis avaient été fait par la gauche en 1991 (gouvernement Rocard), en 2000 sous Jospin. A chaque fois, la droite a remis en cause ces projets. La réalité d'un TGV par Poitiers a pris corps et même si on ne saurait en garantir la réalisation. Nous ne serons pas aujourd'hui de ceux qui vont emboucher les trompettes des opposants même si nous continuons à nous bagarrer pour l'aménagement Nord - Sud.

La bataille sera rude face à la volonté de reconquête de la droite pour conserver le Limousin à gauche, avec des hommes et femmes de gauche, avec une gestion ancrée à gauche, avec un programme de gauche. Ensemble nous devons nous efforcer de trouver une issue positive aussi consensuelle que possible comme cela est le plus généralement de mise au sein de notre mouvement."

AU FIL DU DEBAT

MARIE-JO DUMASDELAGE

Elle souhaite poursuivre l'action au sein du Front de Gauche et penche pour la constitution d'une liste autonome du PS d'on ne sait pas comment vont évoluer les positions. En désaccord également avec la position du PC prise à la fête de L'Huma.

ANNIE FAUGEROUX

Le Front de Gauche évoluera en interne, un certain réalisme va prendre le pas. Avoir des élus est indispensable et incontournable pour une formation.

GERARD WERMELINGER

Sur les problèmes essentiels, économie, entreprises en difficulté, perspective de fond public de crédit bancaire, fond emploi-formation régional, il reste des questions à maîtriser. Le Limousin peut-il se targuer d'un certain travail pour le développement ? Avons-nous des propositions fortes pour aller vers de meilleures solutions économiques ?

PATRICK CHARLES

Si on s'est parfois heurtés à l'hégémonie du PS au Conseil régional, le programme de la mandature est ancré à gauche et il sera bon de poursuivre en ce sens. Le PS aspire à la continuité. On pense que la boîte à outils Régionale est positive.

Message de Claude Gobeaux : il se prononce pour la continuation de l'expérience avec le Front de Gauche avec une liste autonome au 1^{er} tour et union au 2^e tour. La proportionnelle fait qu'on peut rassembler davantage si nous sommes unis.

BERNARD SIRIEIX

Il est impératif qu'ADS place le débat au-delà des Régionales face à une alternative :

- logique bipolaire avec un "grand parti de gauche"

- ou un PS social-démocrate avec une gauche de la Gauche

Les Européennes ont rebattu les cartes : d'hégémonique le PS est passé à un isolement et donc à rechercher une position unitaire. Le score du FG en Haute-Vienne, Limousin et Région Centre est satisfaisant. Sur le plan national, il n'a pas apporté grand chose de plus (+ 0,6% et + 2 députés)... et très vite des dissensions : des petites chapelles qui ne s'ajoutent pas.

A nous de réfléchir sur un rassemblement de la gauche de gauche, là où ça existe.

THIERRY LAFARGE

J'écoute beaucoup la base. Le Front de Gauche a donné de l'espoir, mais il est fragile. C'est une des solutions pour l'avenir sur le long terme.

Au conseil général, qu'attendre du PS du fait de son attitude hégémonique ? L'alliance est soumise à des conditions sévères. Le groupe ADS-PC appartient à la majorité départementale, mais il n'y a pas de réunion avec des responsables PS

dans nos cantons pour élaborer une politique départementale. On est presque considérés comme l'opposition.

JACQUELINE LHOMME

C'est un peu différent à la Région. Jean-Paul Denanot discute. On a des réunions de majorité où l'on parle des dossiers, on débat. Mais on a eu aussi des dossiers à approuver sans débat.

Il faut se battre sur le contenu. Nous devons rencontrer le PS avec des idées, des propositions, pas seulement avec une exigence sur le nombre d'élus.

Le contrat de mandature est tenu. On est mal placé pour se différencier du PS. Que représente le Front de Gauche chez nous, même s'il a fait naître un espoir ? Il nous faut peser.

PIERRE ALLARD

Il fait part du point de vue de Jean-Claude Fauvet : quand on considère les forces de gauche, il n'y pas d'autre choix que l'alliance, sinon ADS risquerait de disparaître. Le bilan est aussi le nôtre. Tout candidat qui serait opposé au centre d'enfouissement des déchets ou à la LGV n'aurait pas son appui.

Sur un plan personnel, Pierre Allard estime qu'il ne faut pas se focaliser sur les européennes qui ne signifient pas grand chose du fait de l'abstention. Les pertes du PS sont à relativiser. Le Front de Gauche peut avoir de l'avenir dans notre pays. Allons-nous vers un bipartisme avec un PS plus ou moins au centre ? Le Front de Gauche manque de cohérence. On se chamaille, qui en sera demain ? Le PC a un pied dehors, d'autres s'en servent de tribune. Pour Mélenchon, c'est juste une structure d'appui... Que faire demain, avec qui ? Le Front de Gauche a fait naître un espoir qu'on ne peut faire vivre qu'à deux conditions : un programme et des élus qui montent au créneau. Pour les élections régionales, c'est compliqué de ne pas aller à l'union avec le PS, mais en discutant sur le programme. Le Front de Gauche peut-il construire un

projet alternatif ? Est-il une entité solide ? Je doute beaucoup. On a réussi parce que le PC n'avait rien à perdre. Pour les Régionales, ce n'est pas vrai : il compte 200 élus. Je suis d'accord avec Jacqueline : oui à un accord s'il y a négociation et prise en compte de nos projets.

JACQUELINE LHOMME

Il y a aussi un enjeu national derrière les régionales : Sarkozy et les présidentielles de 2012... et le sort des services publics dont l'Etat se dégage : SNCF, santé, poste, formation.

JACQUES JOUVE

La question essentielle est la bataille politique contre la droite rassemblée. Pour que la gauche gagne, il faut à la fois un projet et le rassemblement à gauche.

Le Front de Gauche ? Quelque chose s'est passé, mais il faut qu'il s'élargisse à toutes les couleurs. Je ne rejette pas le PS. Le NPA n'en veut pas, le Parti de Gauche non plus, si le PS y va. L'opinion attend des propositions.

Marie-George Buffet pose la question "le Front de Gauche va-t-il grandir et prendre des couleurs ?".

Dans notre région, il faut bien voir ce qu'on a fait en commun depuis 1992. On doit réfléchir à la meilleure stratégie pour battre la droite. Il faut être prêts à s'élargir à toutes les formations de gauche. L'intervention de Martine Aubry à la Fête de L'Huma n'est pas sans intérêt.

M-JO DUMASDELAGE

Si le PS laissait à d'autres des présidences de Région, ce serait une révolution !

On doit être clair dans nos propositions : porter nos idées, ou bien aller se faire élire avec le PS.

Que le débat s'impose. Où voulons-nous aller ? Gérer sur le terrain, et perspectives d'avenir.

GERARD WERMELINGER

Il faut creuser le projet en élaborant du

concret pour rester en rapport avec le Non de 2005 au traité européen et avec le Front de Gauche dans la perspective d'une crise profonde et longue. Il est nécessaire que notre discours soit entendu pour que l'opinion soit préparée aux étapes ultérieures.

JOHANNES BILLO

Si ça ne marche pas, on repart pour 25 ans. C'est le programme qui triera. Il faudrait faire plus de réunions publiques, à Saint-Junien par exemple.

LUCIEN DUSSOCHAUD

Un parti sans élus est fichu dans notre République des médias où les gens s'informent au fenestron.

Le poids de la rente étrangle le pays et la question fondamentale n'est pas posée, il faudrait que les gens poussent.

JP POUmeroULY

Pour moi les choses se posent de cette façon :

1/ Battre Sarko en se rassemblant sur des propositions

2/ Nous participons à la majorité régionale et à son bilan qu'il faut revendiquer.

Maintenant, quel choix faire : une liste de la gauche de la gauche, ou une liste d'union de la gauche ?

Il faut consulter nos partenaires, P de G, PS, PC, verts, NPA, et prendre ensuite une décision. On avancera sur des propositions et selon les rencontres. S'il y a un mouvement suffisamment fort à la gauche du PS, il y aura toujours possibilité de discuter avant le 2^e tour.

BERNARD BEAUBREUIL

On doit discuter des idées et d'un programme, avant de négocier le nombre de postes.

P. CHARLES

Une formation sans élus n'existe pas. Restons modestes alors que nombre de choses ne dépendent pas de nous.

D'AUTRES ELEMENTS POUR LE DEBAT

23 septembre

Front de gauche : un comité de liaison permanent pour poursuivre, élargir, enraciner

Réunis le 23 septembre, les formations constitutives du Front de Gauche (Parti Communiste Français, du Parti de Gauche et de la Gauche Unitaire) ont réaffirmé leur volonté de "poursuivre, élargir, et enraciner le Front de Gauche dans la durée, dans les luttes et dans les urnes". Un comité de liaison permanent a été créé à cet effet.

Dans une déclaration commune, ils déclarent souhaiter contribuer aux mobilisations nécessaires contre la politique de Nicolas Sarkozy, politique de casse de l'emploi et des services publics, de régression du pouvoir d'achat, de chasse aux migrants, de remise en cause des droits démocratiques et d'alignement sur les politiques libérales et sociales libérales qui dans le monde, tournent le dos aux besoins humains et aux équilibres écologiques. Ils ambitionnent de "proposer un autre choix résolument à gauche"

28 septembre

Dans les luttes et dans les urnes : déclaration unitaire de la gauche antilibérale et anticapitaliste

Plusieurs partis et mouvements de la gauche antilibérale et anticapitaliste, réunis le 28 septembre dans le cadre d'un groupe de travail sur les Régionales, ont fait une déclaration commune. Il s'agit de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), la Gauche unitaire, Les Alternatifs, le NPA, le PCF, le PCOF et du Parti de gauche. Ont également assisté à cette réunion au titre d'observateurs, des délégations du Forum social des quartiers populaires (FSQP) et de Lutte ouvrière (LO).

Dans cette déclaration commune, ils constatent que «les forces qui composent la gauche antilibérale et anticapitaliste ont le devoir de tout faire pour battre la droite et offrir une autre voie : un débouché politique qui permette de mettre en œuvre un programme traduisant dans les régions les exigences populaires issues des mobilisations, un programme régional véritablement alternatif au libéralisme et au productivisme». Ils

notent qu'il s'agit, «ensemble, non seulement de contrecarrer l'offensive politique de la droite et du libéralisme pour défendre les exigences du monde du travail, encourager les résistances mais plus fortement inverser le rapport de forces dans les urnes et dans les luttes.

A ce stade, nous savons que des approches différentes existent entre nous sur plusieurs points. Ils sont connus et nous n'avons pas cherché à les esquiver au cours de notre ren-contre. Nous ne pouvons préjuger des décisions souveraines de chacun de nos partis. Mais nous décidons de constituer un cadre politique national de discussion commun en vue de véri-fier la possibilité d'aller ensemble aux régionales». C'est "un premier pas mais il est important car les enjeux de ces élec-tions sont non seulement régionaux mais nationaux. Ensemble, nous pouvons contribuer à inverser le rapport de force entre la droite, le patronat et les classes populaires dans les luttes et dans les urnes."

25 octobre

Offre politique nationale du PCF pour les régionales

Réuni les 24 et 25 octobre, le Conseil National du PCF a adop-té une importante résolution par 126 voix pour, 22 contre et 9 abstentions. Il s'agit de son offre politique nationale pour les élections régionales. Des conférences régionales du PCF se dérouleront les 7 et 14 novembre avant que chaque membre du PCF se prononce, région par région les 19 et 21 novembre. Voici les principaux extraits de ce texte :

"Pour ces élections, il y a un enjeu pour savoir où se trouvera, dans les programmes comme dans les alliances, le centre de gravité des majorités alternatives à la droite. Nous le voulons pour notre part clairement à gauche, car c'est la condition de politiques réellement efficaces face à la crise capitaliste, et donc la condition de victoires à gauche construites sur la mobi-lisation populaire. Cela comptera aussi pour les échéances politiques futures.

C'est avec l'ambition à nos yeux incontournable de relever ces défis que le Parti communiste lance un appel à toutes les forces, à toutes les femmes et les hommes de gauche repré-sentatifs des courants politiques progressistes, comme du mouvement syndical, social, associatif, issus de la ruralité comme des grandes zones urbaines et de leurs quartiers popu-laires, à travailler ensemble pour que puisse s'exprimer dans ces élections de la manière la plus forte et la plus claire pos-sible la volonté de politiques et de majorités régionales résolument engagées à gauche.

Partout où les conditions peuvent en être créées, où les forces disponibles existent, le Parti communiste propose que ce tra-vail commun débouche, autour d'objectifs et de projets clairs, sur la constitution de listes de Front de gauche de large ras-ssemblement au 1er tour, qui, à partir mais très au delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire), permettraient de réunir toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette démarche.

Ces listes pourraient s'ouvrir à des forces nouvelles, et faire une large place à toutes les femmes et les hommes, citoyens, militants du mouvement social, élus locaux, qui dans leur diver-sité partagent l'urgence de cette démarche de clarté et de ras-ssemblement. Cette unité, cette diversité, cette large démarche de rassemblement, tout en assurant la juste représentation des partis qui l'initient et en s'appuyant sur leurs acquis électoraux, devront s'exprimer dans la composition des listes, jusque dans le choix des têtes de liste régionales et départementales.

Ces listes, en ouvrant un autre choix à gauche que celui porté par le PS ou Europe-Ecologie, visent à lever une dynamique de rassemblement et de victoire à gauche sur des choix clairs.

Faut-il concevoir ces listes en opposition au reste de la gauche ? Non, au contraire, comme nous le proposons, il faut faire de ce front un levier pour faire bouger le curseur à gauche.

Pour réussir, les objectifs que pourraient se fixer ces listes doi-vent être clairs :

Construire de la manière la plus ouverte et la plus participative possible les projets régionaux clairement ancrés à gauche que devront porter ces listes, et créer autour de ces projets les conditions du rassemblement le plus large.

Tout faire pour empêcher la droite de reconquérir les régions,

et créer partout les conditions de majorités régionales de gauche, avec l'objectif de porter dans ces majorités des projets de transformation sociale réelle, et si les conditions en sont créées de travailler à leur mise en œuvre, jusque dans les exé-cutifs régionaux.

Cela supposera de travailler sans ambiguïté au lendemain du premier tour à la fusion des listes de gauche et écologistes, donc à l'exclusion du Modem, dans le respect de l'influence de chacune de ces listes.

Tout faire pour élire dans ces majorités de gauche le maximum d'élus à même de porter ces objectifs avec détermination durant tout le mandat, notamment en élisant le maximum de conseillers régionaux communistes.

Si elle est construite dans la clarté et dans l'ouverture la plus large, cette démarche peut aller à la rencontre des attentes de millions de nos concitoyennes et concitoyens. Mais ce sera une rude bataille. Elle doit être engagée sans tarder.

Le conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacu-ne de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs que cette offre énonce.

Au delà du débat des communistes qui doit se mener dans le respect de toutes les options exprimées, et des décisions qu'ils ont à prendre en pleine souveraineté, le Conseil national les appellent à faire connaître cette offre très largement dans la population, à prendre tous les contacts nécessaires avec celles et ceux qui peuvent s'y reconnaître.

Nous voulons mener une campagne offensive et constructive, qui refuse d'alimenter les logiques de division, qui soit axée sur un projet et des propositions de rassemblement, qui porte la perspective de constituer des majorités de gauche sur le conte-nu le plus transformateur possible.

Engageons sans tarder et avec confiance, toutes et tous ensemble, dans l'unité des communistes, une très grande cam-pagne des élections régionales !"

28 octobre

Le Front de Gauche pour des listes unitaires

Les trois formations du Front de Gauche ont fait mercredi 28 octobre une «offre commune» au NPA, aux Alternatifs, à la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) et à République et Socialisme en vue de la constitution de listes unitaires : «Nous voulons mettre la dynamique du Front de Gauche au service du rassemblement unitaire de toutes les forces et plus globalement de toutes les citoyennes et les citoyens et les acteurs du mouvement social qui aspirent à rendre majoritaire une alternative à la logique du système capita-liste, du libéralisme et des modèles productivistes. Nous leur disons que le Front de Gauche peut être leur outil. (...)

Le moment est venu de nous prononcer sur des propositions très concrètes à même de constituer les bases de cet accord national :

- La constitution de listes au premier tour différentes de celles présentées par le PS et Europe écologie. Ces listes répondront à trois objectifs indissociables : changer les rapports de force à gauche en faveur de la ligne de transformation sociale, battre la droite et rassembler une majorité autour d'un projet vraiment alternatif à la logique du système qui est en crise aujourd'hui. (...)

- Nos listes s'engageront, sans ambiguïté, à faire barrage à la droite en se rassemblant avec les autres listes de gauche au 2e tour à l'exclusion de tout accord avec le Modem. La liste arrivée en tête au 1er tour fusionnant avec les autres listes de gauche et écologique proportionnellement au 1er tour. Nous demanderons le même engagement au PS et à Europe Ecologie.

Notre volonté est de porter des projets de transformation sociale réelle dans les régions. Si les conditions en sont créées nous pourrions travailler à leur mise en œuvre jusque dans les exé-cutifs régionaux car la gestion des régions s'envisage comme un moyen d'atteindre nos objectifs. Notre participation est donc liée aux conditions qui la rendent possible. Il s'agit de la possibilité de mettre en oeuvre les points essentiels de notre programme et du rapport de force permettant effectivement de les appliquer. Cette hypothèse exclut toute participation du Modem ou d'une quel-conque organisation de droite.»